Garancières : finances de la commune

Commune · Yvelines (78) · 2 624 habitants · tranche 2 000 à 3 499 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Garancières affichait un encours de dette de 1,2 M€, soit 471 € par habitant, une épargne brute égale à 9,8 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 5,9 ans.

Dette par habitant
471 €
1,2 M€ au total

Capacité de désendettement
5,9 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
9,8 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
735 € / hab.
1,9 M€ au total

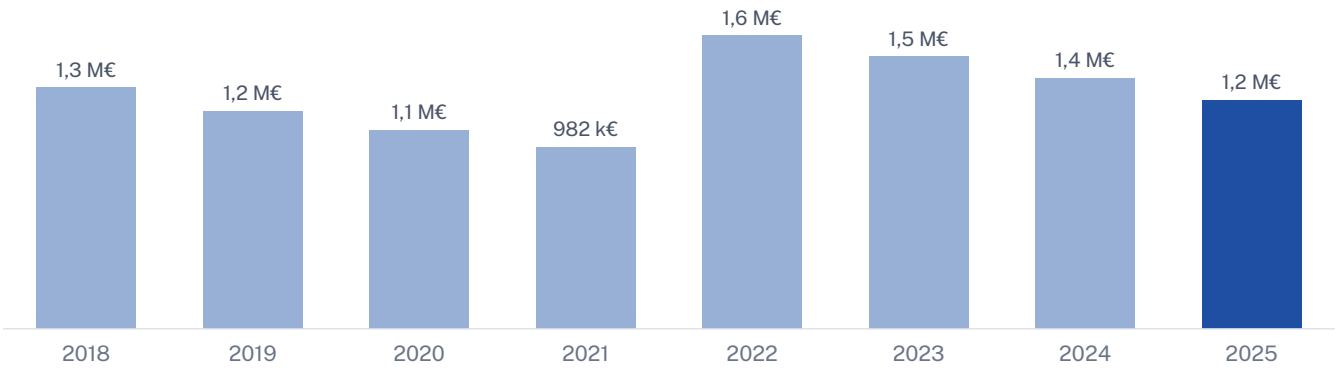
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 2 290 communes de 2 000 à 3 499 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	735 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	46,4 %	341 € par habitant : un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	9,8 %	80 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Zone de vigilance).
Est-elle endettée ?	471 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	130 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Combien rapportent les impôts locaux ?	515 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 1,3 M€ en 2018 à 1,2 M€ en 2025 (-5,1 %). Valeur la plus haute : 1,6 M€ en 2022 ; la plus basse : 982 k€ en 2021.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	1,3 M€	26,7 %	3,3 ans	948 k€
2019	1,2 M€	24,8 %	3,1 ans	964 k€
2020	1,1 M€	26,2 %	2,7 ans	270 k€
2021	982 k€	23,4 %	2,5 ans	983 k€
2022	1,6 M€	21,9 %	4 ans	1,9 M€
2023	1,5 M€	19,9 %	4,1 ans	839 k€
2024	1,4 M€	12,2 %	5,8 ans	880 k€
2025	1,2 M€	9,8 %	5,9 ans	342 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Garancières	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	471 €	445 €	+5,9 %
Impôts locaux par habitant	515 €	524 €	−1,8 %
Frais de personnel par habitant	341 €	297 €	+15 %
Investissement par habitant	130 €	312 €	−58,2 %
Taux d'épargne brute	9,8 %	15,1 %	
Capacité de désendettement	5,9 ans	2,5 ans	

Jumelles : Lapeyrouse-Fossat (31), Bonnelles (78), Morbier (39), Neauphle-le-Château (78), Bertrange (57), Drémil-Lafage (31), Gambais (78), Janville-sur-Juine (91), Verlinghem (59), Pommiers (69). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	2 391	2 624	+9,7 %	+2,3 %
Dette par habitant	492 €	471 €	−4,2 %	−19,8 %
Impôts locaux par habitant	373 €	515 €	+38,1 %	+24 %
Frais de personnel par habitant	242 €	341 €	+41 %	+15,8 %
Taux d’épargne brute	24,8 %	9,8 %	−15,1 points	−2,7 points
Capacité de désendettement	3,1 ans	5,9 ans	+2,8 ans	−0,2 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		2 111 €		2 100 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Garancières	Comparaison
Habitants (2023)	2 621	+10 % depuis 2012 (département : +5,1 %)
65 ans ou plus (2023)	17,7 %	département : 16,9 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	1,3 pour 100 habitants	département : 3,5
Salariés du secteur privé (2025)	145	−20,3 % depuis 2015
Élèves des écoles (rentrée 2025)	294	+28,9 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	129,2	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d’élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

1 210 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 350 emplois, soit 27 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	0 %	0,1 %	1,3 %	1,4 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	2,9 %	4,9 %	6,6 %	12,4 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	36,5 %	36,3 %	20,1 %	18,4 %
Professions intermédiaires	30,3 %	26,1 %	26,4 %	20,7 %
Employés	20 %	22 %	26,1 %	20,7 %
Ouvriers	10,4 %	10,7 %	19,5 %	26,4 %

Professions les plus exercées par les habitants : Yvelines (78)

Profession	Habitants (environ)	Part
Ingénieurs et cadres d'études, recherche et développement de l'industrie	16 130	2,4 %
Chefs de projet, responsables informatiques et du conseil informatique	14 460	2,2 %
Ingénieurs et cadres d'études, de recherche et développement informatique et de production des données	13 670	2,1 %
Cadres commerciaux (hors banque et assurance)	10 980	1,7 %
Enseignants titulaires du primaire	10 740	1,6 %
Cadres généralistes des services administratifs	10 170	1,5 %
Cadres techniques de la banque, des assurances et des organismes de sécurité sociale	9 610	1,4 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	9 370	1,4 %
Ingénieurs et cadres d'exploitation informatique (réseaux, systèmes, sécurité et support)	9 130	1,4 %
Secrétaires, employés de la bureautique	8 400	1,3 %
Cadres de l'organisation, du contrôle des services administratifs et financiers	7 800	1,2 %
Cadres généralistes des services financiers et comptables	7 750	1,2 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Yvelines (78)) : 32 015 au moins, dont 45,5 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	1 457	28,5 %
Employés de libre service	1 376	49,1 %
Assistants maternels, auxiliaires de puériculture, assistants familiaux et gardes à domicile	1 071	43 %
Agents d'entretien de locaux	1 028	31,4 %

Métier	Projets	Difficiles
Cuisiniers	954	85,5 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	930	55,6 %
Agents d'accueil et d'information	745	3 %
Agents de sécurité et de surveillance	722	33,7 %
Caissiers	681	36,7 %
Jardiniers des espaces verts et naturels	670	65,4 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Garancières
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	117 k€ pour 1 projet
Par habitant	45 € (communes de même taille : 182 € ; département : 85 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	24,8 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2025	DETR	Creation batiment modulaire salle de classe maternelle	117 000 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.